

MSNA 2023 - BURKINA FASO

APERÇU DE LA METHODOLOGIE

MSNA 2023 - BURKINA FASO	1
APERÇU DE LA METHODOLOGIE	1
Liste des acronymes.....	3
Classifications géographiques	3
APERÇU DE LA MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION	4
Objectifs généraux et spécifiques et questions de recherche	4
Objectifs généraux et spécifiques.....	4
Questions de recherche.....	4
Portée et couverture de l'évaluation.....	5
Groupes de population et stratégie d'échantillonnage	6
Collecte de données et couverture géographique	8
Sources de données secondaires	9
Considérations éthiques et limitations.....	11
Considérations éthiques.....	11
Limites et défis.....	12
ANALYSE DES MANQUES EN TERMES DE NIVEAU DE VIE (LSG)	13
ANNEXES	16
Annexe 1 : Publications connexes	16
Annexe 2 : Détails sur les indicateurs utilisés pour les manques en termes de niveau de vie (LSG).....	17
LSG Sécurité Alimentaire	17
LSG Moyen d'Existence, Cash et Marchés.....	22

LSG Eau, Hygiène, Assainissement	25
LSG Abris.....	28
LSG Santé.....	31
LSG Education.....	32
LSG Protection.....	34
Désagréations	37
Annexe 3 : Manques en termes de niveau de vie (LSG) – Agrégation.....	38
Annexe 4: Indice des besoins multisectoriels (MSNI) – Agrégation	39
Annexe 5 : Liste des partenaires	40

A propos de REACH

REACH facilite le développement d'outils et de produits d'information qui renforcent la capacité des acteurs de l'aide à prendre des décisions fondées sur des données probantes dans les contextes d'urgence, de redressement et de développement. Les méthodologies utilisées par REACH comprennent la collecte de données primaires et l'analyse approfondie, et toutes les activités sont menées par le biais de mécanismes de coordination de l'aide inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche - Programme d'applications satellitaires opérationnelles (UNITAR-UNOSAT). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre [site internet](https://reach-initiative.org). Vous pouvez nous contacter directement à l'adresse suivante : geneva@reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter @REACH_info.

Liste des acronymes

ACLED : Armed Conflict Location & Event Data Project
CEAWG : Groupe de Travail Engagement Communautaire et Redevabilité
CH : Cadre Harmonisé
CONASUR : Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CWG : Groupe de Travail sur le Cash
DGESS/MARAH : Direction générale des études et des statistiques sectorielle du ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques
DRC : Conseil Danois pour les Réfugiés
EEL : Engin Explosif Improvisé
FCS : Score de Consommation Alimentaire
FEWS NET : Famine Early Warning Systems Network
G-SAT : Gestion des Sites d'Accueil Temporaires
HHS : Echelle de la Faim
HNO : Aperçu des Besoins Humanitaires
HPC : Cycle de Programmation Humanitaire
HRP : Plan de Réponse Humanitaire
ICCG : Groupe de Coordination Inter-Cluster
INSD : Institut National de la Statistique et de la Démographie
INSO : International NGO Safety Organisation
JIAF : Cadre d'Analyse Intersectoriel Conjoint
LCSI : Indice des Stratégies d'Adaptation des Moyens d'Existence
LSG : Manque en termes de Niveau de Vie
MSNA : Evaluation Multisectorielle des Besoins
MSNI : Indice de Besoins Multisectoriels
OCHA : Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PDI : Personne Déplacée Interne
PiN : Personnes dans le Besoin d'assistance humanitaire
rCSI : Indice de Stratégies d'Adaptation Réduit
RGPH : Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RRM : Mécanisme de Réponse Rapide
SAT : Site d'Accueil Temporaire
UNHCR : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
VBG : Violences Basées sur le Genre
ZAD : Zones d'Accueil de Déplacés

Classifications géographiques

REGION (ADMIN1) : FORME DE GOUVERNANCE LA PLUS ELEVEE EN DESSOUS DU NIVEAU NATIONAL, PRINCIPALE SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DU PAYS
Province (admin2) : Subdivision des régions, intermédiaire entre les régions et les communes
Communes (admin3) : Subdivision des provinces, regroupant un ensemble de villes et/ou villages ; 302 communes rurales, 47 communes urbaines et 2 communes à statut particulier (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso)

APERÇU DE LA METHODOLOGIE D'EVALUATION

Objectifs généraux et spécifiques et questions de recherche

Objectifs généraux et spécifiques

L'objectif principal de l'Evaluation Multisectorielle des Besoins (MSNA) de 2023 au Burkina Faso était de fournir à la communauté humanitaire des informations actualisées pour permettre une compréhension holistique des besoins multisectoriels des populations touchées par la crise, afin d'éclairer le cycle de programmation humanitaire (HPC) 2024. REACH, au nom du Groupe de coordination intersectorielle (ICCG) et du Groupe de Travail de Gestion de l'Information (IMWG) a facilité l'évaluation.

L'évaluation répond à cinq objectifs spécifiques :

1. Mieux comprendre les conditions de vie des populations affectées par la crise au Burkina Faso.
2. Mettre à disposition de la communauté humanitaire des données comparables permettant d'informer la sévérité sectorielle et intersectorielle des besoins pour chacune des 13 régions du Burkina Faso ; et pour les 27 provinces des 8 régions les plus affectées par la crise.
3. Mettre à disposition de la communauté humanitaire des informations visant à comprendre comment la situation humanitaire affecte différenciellement les populations déplacées internes et non déplacées.
4. Mettre à disposition de la communauté humanitaire des données permettant de comprendre l'évolution des besoins sectoriels et multisectoriels des populations affectées par la crise.
5. Comprendre les facteurs sous-jacents expliquant la sévérité des besoins entre les différentes zones et groupes de populations évalués.

Questions de recherche

Pour atteindre ces objectifs, la MSNA a cherché à répondre aux questions de recherche suivantes :

- **Objectifs (1)** : Quel sont les besoins des populations indépendamment du groupe démographique pour chaque région/province et pour chaque secteur ? Quels sont les facteurs pouvant expliquer la sévérité des besoins observée par zone géographique et par secteur ?
- **Objectif (2)** : Quel sont les besoins des populations par groupe de population, par région/province et par secteur ? Quels sont les facteurs pouvant expliquer la sévérité des besoins observée par groupe de population, par zone géographique et par secteur ?
- **Objectif (3)** : Quelles sont les différences observées entre les différents groupes de population et les différentes régions/provinces ?
- **Objectif (4)** : Quelles sont les tendances régionales des besoins des populations au Sahel Central (Mali, Niger et Burkina Faso) ?
- **Objectif (5)** : Quelles sont les évolutions des besoins observées entre les différentes années (de 2020 à 2023) ?
- **Objectifs (1), (2), (3), (4) et (5)** : Dans quelle mesure les populations affectées par les crises ont-elles accès à une assistance adaptée à leurs besoins ?

Portée et couverture de l'évaluation

Le Burkina Faso, compte près de 4,7 millions de personnes dans le besoin, soit plus de 20% de sa population¹. Les chocs récurrents, majoritairement sécuritaires, mais également climatiques et économiques, ont accentué le nombre de personnes déplacées internes (PDI) tout au long de l'année 2022 : les autorités nationales dénombraient 2 062 534 de PDI en mars 2023 contre 1 814 283 à la même période en 2022, soit une augmentation de plus de 10%².

Bien que les tendances de déplacements 2022 s'inscrivaient dans la lignée de 2021, selon les données de la MSNA 2022, les provinces d'origine se sont diversifiées. Les déplacements ne s'effectuent plus seulement au sein des 6 régions « les plus affectées par la crise » mais également dans d'autres zones considérées comme, jusqu'alors, plus stables (Plateau-Central, Cascades, Hauts-Bassins). Ceci pourrait donc étendre les problématiques de vulnérabilité des ménages et de pression sur les infrastructures à une plus large partie du territoire, d'autant que si 60% des ménages PDI³ rapportent vouloir retourner dans leur localité d'origine, ces retours étaient conditionnés à une stabilisation du contexte sécuritaire, ce qui n'était pas une tendance observée en 2022.

En effet, les incidents sécuritaires impactant les civils tels que rapportés par INSO (enlèvements, arrestations, blessures et assassinats) ont augmenté de près de 50% entre 2022 et 2023⁴. Les sabotages et destructions d'antenne de télécommunication se sont également multipliés en 2022, atteignant d'après les données du Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) plus de 80 incidents en 2022, privant ainsi de nombreuses communes de réseau téléphonique⁵. La multiplication des incidents représente une menace pour les populations civiles, dans les localités ou sur les axes, notamment dans les zones frontalières avec le Mali, le Niger, et, plus récemment, le Togo, le Bénin et la Côte d'Ivoire. Ces incidents ont rendu difficile l'accès des populations à la nourriture et à leurs moyens d'existence, du fait du manque de fonctionnalité des marchés et de l'accès limité aux zones agro-pastorales en périphérie des zones urbaines. En 2022, les ménages (déplacés ou non déplacés) étaient nombreux à rapporter craindre de subir un accident lié à l'explosion d'un engin explosif improvisé (EEI) (17%), en particulier dans les provinces situées aux frontières avec le Mali et le Niger.⁶

En ce sens, l'analyse du Cadre Harmonisé (CH) de mars 2023 pointait une dégradation de la situation alimentaire et nutritionnelle dans certaines provinces (notamment l'Oudalan et le Soum) qui faisaient face à une forte détérioration de la situation sécuritaire⁷. Cette situation est liée à l'accès difficile des ménages aux denrées alimentaires, principalement du fait des problèmes d'approvisionnement des marchés et de l'augmentation des prix⁸. Ce contexte, combiné à d'autres facteurs tels que le mauvais état des infrastructures et les limitations de circulation liées à l'installation du couvre-feu et de l'état d'urgence dans certaines régions limitent l'accès humanitaire. En résulte un déficit d'information important sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins de la population rendent difficile l'évaluation des zones prioritaires d'intervention pour l'assistance humanitaire notamment dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

¹ OCHA, Aperçu des besoins humanitaires (HNO), 2023 – partagé en diffusion restreinte

² OCHA, Aperçu des personnes déplacées internes, 31 mars 2023.

³ Résultat MSNA 2022, tableaux d'analyse, septembre 2022

⁴ INSO. *Dashboard: Total Security Incidents – Burkina Faso*. Décembre 2023.

⁵ ACLED. *Dataset 1900-01-01-2023-04-14 Burkina Faso*. 14 avril 2023.

⁶ Résultat MSNA 2022, tableaux d'analyse, septembre 2022

⁷ DGESS/MARAH, Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et d'estimation des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest, mars 2023, fiche de communication CH. Mars 2023

⁸ INSD. *Indices Harmonisés des Prix à la Consommation*. Juin 2023.

Dans ce contexte de crise prolongée, les besoins d'informations sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins des ménages restent importants. La réponse humanitaire au Burkina Faso a besoin d'un accès régulier à des informations robustes, de qualité, mais aussi comparables entre les différentes régions et provinces et entre les différents groupes de populations affectées par la crise. Ces informations permettent d'orienter la réponse humanitaire vers les besoins et zones prioritaires afin de pouvoir garantir une réponse humanitaire orientée sur les besoins prioritaires des ménages.

Les évaluations multisectorielles des besoins conduites par REACH s'inscrivent dans l'objectif 5 du Grand Bargain⁹, qui préconise « *d'améliorer les évaluations conjointes et impartiales des besoins* ». Elles ont pour objectif de compléter et renforcer le système d'évaluations existant par un processus d'évaluation transparent, collaboratif, impartial, exhaustif, contextualisé et actualisé, ainsi que d'informer le processus de planification humanitaire en produisant des données solides pour la définition des priorités sectorielles et intersectorielles. Pour répondre aux besoins d'informations de la communauté humanitaire au Burkina Faso et afin d'informer le Cycle de réponse humanitaire (HPC), et tout particulièrement l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO), REACH, en collaboration avec le Groupe de coordination inter-cluster (ICCG) et le Groupe de travail de gestion de l'information (IMWG), a facilité la conduite d'une nouvelle évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) en 2023. Cette quatrième évaluation permet de mettre à disposition de la communauté humanitaire des informations comparables entre régions et provinces, et entre groupes de populations déplacés et non-déplacés, participant ainsi à un renforcement du potentiel analytique basé sur l'évidence et favorisant une prise de décisions stratégiques et une planification humanitaire informées. Elle permet également d'observer les tendances d'évolution des besoins des populations au Burkina Faso depuis 2020.

Groupes de population et stratégie d'échantillonnage

L'évaluation multisectorielle des besoins a pour unité de mesure le ménage, impliquant que la majorité des questions sera posée au chef de ménage qui rapportera les besoins pour l'ensemble des membres de son ménage. La définition d'un ménage retenue est celle de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) burkinabè utilisée pour le cinquième recensement général de la population¹⁰ en 2019 :

"[Le] ménage ordinaire est considéré comme l'unité socio-économique de base au sein de laquelle les différents membres sont apparentés ou non. Ils vivent ensemble dans le même logement, mettent en commun leurs ressources et satisfont en commun à l'essentiel de leurs besoins alimentaires et autres besoins vitaux. Ils reconnaissent en général, un des membres comme chef de ménage, indépendamment du sexe de celui-ci. En général, un ménage comprend un homme, son épouse ou ses épouses, ses enfants non mariés, d'autres parents et domestiques non mariés qui vivent ensemble."

Afin de mieux comprendre les problématiques liées à l'accès aux services de base, la pression sur les ressources et l'impact des déplacements forcés sur les besoins et capacités des populations, la MSNA 2023 a eu pour objectif d'enquêter l'ensemble des profils de population du Burkina Faso. Compte tenu de la disponibilité des données, deux groupes de population cible ont été définis :

- **Ménages non-déplacés** : tous les ménages qui, au moment de la collecte de données, ne se trouvent pas dans une situation de déplacement interne forcé en raison de la crise. Dans le cadre de la MSNA, leurs membres sont appelés des personnes non-déplacées. Cette catégorie comprend aussi bien les populations hôtes ou non, les migrants internationaux et burkinabè

⁹ IASC. *Grand Bargain Core Commitments*. 31 décembre 2018.

¹⁰ INSD. *Résultats préliminaires du 5e RGPH*. 2019.

qui sont installés sur le territoire de leur propre gré et les réfugié.e.s. Elle intègre également les ménages retournés à la suite d'un déplacement interne et les ménages rapatriés à la suite d'un déplacement dans un autre pays¹¹.

- **Ménages déplacés internes** : tous les ménages, qui, au moment de la collecte de données, se trouvent dans une situation de déplacement interne en raison de la crise et qui résident actuellement une localité d'accueil, soit des sites d'accueil temporaires (SAT), des zones d'accueil de déplacé.e.s (ZAD), en famille d'accueil, dans des logements loués ou prêtés ou dans d'autres lieux de regroupement. Leurs membres sont considérés comme des personnes déplacées internes (PDI).

Les méthodes d'échantillonnage et de collecte employées dans le cadre de l'évaluation multisectorielle des besoins 2023 ont été adaptées par rapport au degré souhaité de précisions des données ainsi qu'aux contraintes opérationnelles, logistiques et sécuritaires.

Ainsi, les méthodes d'échantillonnage et de collecte se sont divisées en 4, en fonction du groupe de population ciblé (déplacé ou non-déplacé) et de l'accessibilité des zones (voir tableau 1).

Tableau 1 : Résumé des méthodes d'échantillonnage par groupe de population et par type de zone

Population cible	Personnes Non Déplacées (Non-PDI)		Personnes Déplacées Internes (PDI)	
Unité de mesure	Ménages			
Numéro	(1)	(2)	(3)	(4)
Accès de la zone	Accessible	Difficile d'accès	Accessible	Difficile d'accès
Type d'entretiens	En personne	Par téléphone	En personne	Par téléphone
Type de méthode	Quantitative			
Type d'échantillonnage	Échantillonnage aléatoire stratifié par grappes		Échantillonnage non probabiliste par quotas	
Sélection des ménages	Echantillonnage SIG Si besoin : Echantillonnage systématique – méthode du stylo	Echantillonnage SIG + méthode « boule de neige »	Echantillonnage systématique – méthode du stylo	Echantillonnage systématique – méthode du stylo + méthode « boule de neige »
Représentativité des données	Représentatives au niveau de la strate et de la population cible	Indicatives au niveau de la strate	Indicatives au niveau de la strate	

Pour résumer, les résultats seront représentatifs par strate géographique et pour le groupe de population « ménages non déplacés » dans les zones accessibles pour des entretiens en personne. Les autres résultats seront indicatifs, mais les données peuvent néanmoins être utilisées pour des fins d'analyse dans la mesure

¹¹ Bien que des retours de personnes déplacées internes aient été observés par les acteurs humanitaires opérant au Burkina Faso au cours de la dernière année, les ménages retournés ne constituent pas une strate dans le cadre de cette évaluation. En effet, il n'existe pas de données sur leur nombre et leur localisation sur territoire.

où leurs limitations statistiques sont connues et prises en compte.

Au cours de la collecte de données, si les enquêtes n'étaient pas réalisables dans les zones échantillonnées, en raison de contrainte d'accès physique ou d'une indisponibilité du réseau téléphonique, les points échantillonnés ont fait l'objet d'un tirage secondaire de points dans des zones où les enquêtes étaient possibles.

Pour plus de détails sur la méthodologie d'échantillonnage par groupe de population cible et par niveau d'accès, veuillez-vous référer aux termes de référence de recherche.

Collecte de données et couverture géographique

La collecte de données quantitatives a eu lieu entre le 5 juillet et le 19 juillet 2023 et un total de 6 590 enquêtes ont été validées lors du nettoyage des données, soient 3 308 enquêtes auprès de ménages non-déplacés et 3 282 auprès de ménages déplacés. Les ménages ont été interrogés dans le cadre d'un entretien structuré d'une durée moyenne de 80 minutes, couvrant tous les secteurs humanitaires actifs dans la réponse au Burkina Faso.

Les enquêtes ont été menées sur des smartphones utilisant l'application Android KoBo Collect. Les énumérateurs téléchargeaient les données sur le serveur REACH chaque jour.

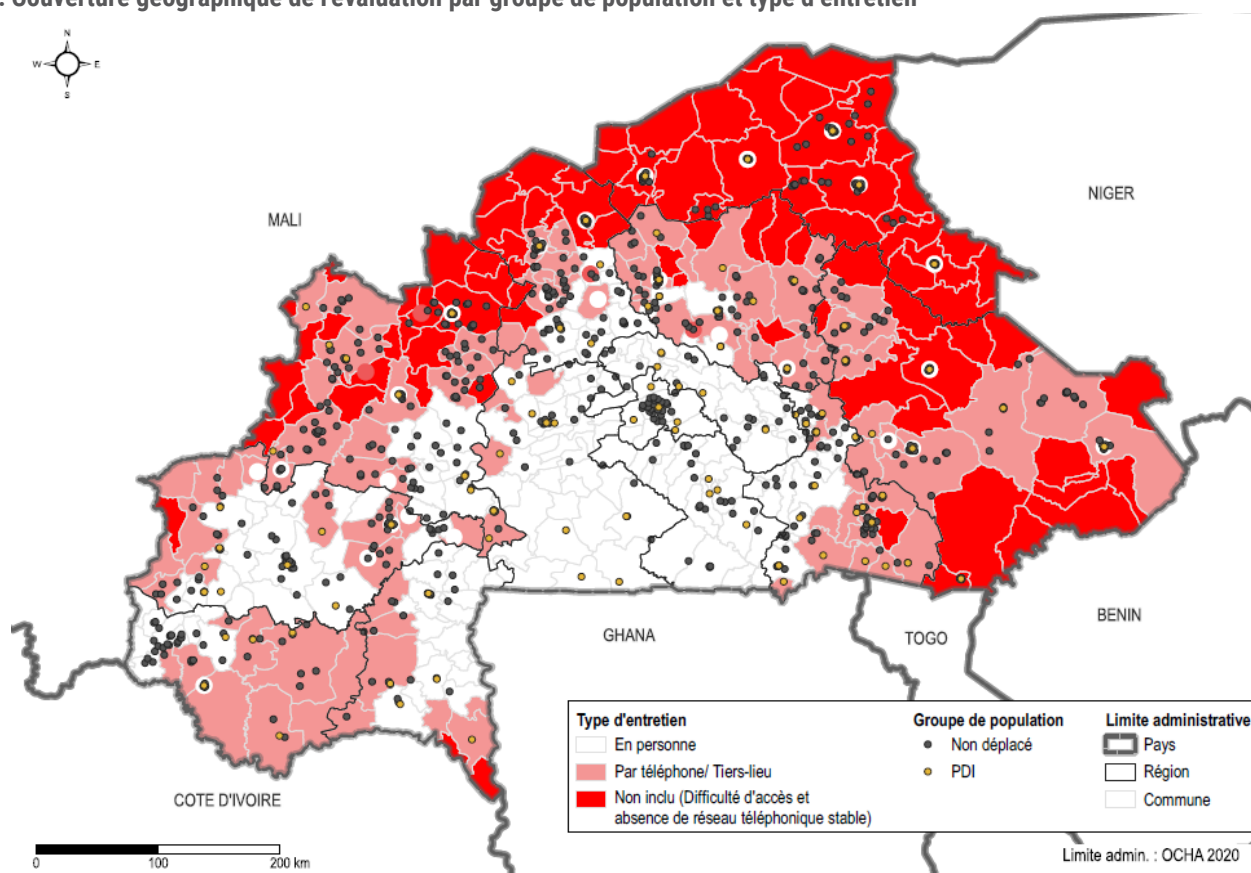
Dans le cadre de cette évaluation et du contexte sécuritaire, une cartographie d'accès des zones a été établie en lien avec le département Sécurité de notre partenaire opérationnel Acted. Selon cette définition propre aux activités IMPACT/Acted, les communes ont été classées en trois types d'accès (voire Carte 1) :

- Communes accessibles : ce sont des communes qui sont accessibles physiquement par la route ou par vol UNHAS par les équipes REACH ou par des partenaires de collecte. La collecte a été faite dans ces communes **en personne**.
- Communes à accès limité : ce sont des communes qui ne sont pas accessibles physiquement. Cependant, il y a une bonne couverture réseau dans ces communes donc la collecte a été faite **par téléphone ou dans un tiers-lieu sécurisé**.
- Communes inaccessibles : ce sont des communes qui ne sont pas accessibles physiquement et où le réseau téléphonique n'est pas suffisant pour des entretiens par téléphone. Ces communes ne sont **pas incluses** dans la base de sondage MSNA (il n'y a pas eu de collecte dans ces communes).

Les 13 régions du pays sont couvertes par l'évaluation avec la distinction suivante :

- Données disponibles au niveau de la **province** pour les 8 régions les plus affectées par la crise : Boucle du Mouhoun, Centre-Est, Centre-Nord, Est, Nord, Sahel, Hauts-Bassins et Cascades. Une exception pour la province de la Kompienga (région de l'Est) où aucun ménage n'a pu être enquêté en raison des limites d'accès et de réseau téléphonique.
- Données disponibles au niveau de la **région** pour les 5 autres régions, où la crise sécuritaire a commencé à se répandre, et dans lesquelles la population est également confrontée à un manque ou une diminution d'accès aux services sociocommunautaires de bases et à des problématiques de moyen terme : Centre, Centre-Ouest, Centre-Sud, Plateau-Central et Sud-Ouest.
- Données disponibles au niveau de la **commune** pour 6 communes définies comme prioritaires : Titao (Nord), Gayéri (Est), Gorom-Gorom (Sahel), Kongoussi (Centre-Nord), Ouargaye (Centre-Est) et Tougan (Boucle du Mouhoun).

Carte 1 : Couverture géographique de l'évaluation par groupe de population et type d'entretien



Sources de données secondaires

La liste ci-dessous présente les sources de données secondaires utilisées aux différentes étapes du cycle de recherche :

Etape du cycle de recherche	Données secondaires utilisées ou à utiliser	Informations disponibles	Utilité des données (comment les données sont utilisées)
Conception de la recherche	Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Aperçu des besoins humanitaires Burkina Faso 2023. Mars 2023	Nombre de personnes dans le besoin humanitaire	Contexte et justification
		Régions prioritaires	Contexte et justification
	OCHA. Plan de réponse humanitaire 2023. Mars 2023	Nombre de personnes dans le besoin humanitaire	Contexte et justification

Etape du cycle de recherche	Données secondaires utilisées ou à utiliser	Informations disponibles	Utilité des données (comment les données sont utilisées)
		Régions prioritaires	Contexte et justification
	Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR). Situation des PDI par communes accueil 28 février 2023. Mars 2023	Situation des PDI par commune au 28 février 2023	Contexte et justification et Echantillonnage des PDI
	<u>CONASUR. Tableau de bord générale sur l'enregistrement des PDI au Burkina Faso au 28 février 2022. Mars 2022</u>	Situation des PDI et des ménages déplacés par région au 28 février 2022	Contexte et justification et Echantillonnage des PDI
	Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET). Burkina Faso Perspectives sur la sécurité alimentaire février à septembre 2023. Février 2023.	Évolution des incidents sécuritaires	Contexte et justification
		Zones à forte dégradation sécurité et zones sous blocus	Contexte et justification
		Perspective de la situation alimentaire et nutritionnelle	Contexte et justification
	Direction générale des études et des statistiques sectorielle du ministère de l'agriculture, des ressources animales et halieutiques (DGESS/MARAH), Cadre Harmonisé d'analyse et d'identification des zones à risque et d'estimation des populations en insécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest, mars 2023, fiche de communication CH. Mars 2023.	Situation de sécurité alimentaire	Contexte et justification
	Institut National de la Statistique et de la Démographie du Burkina Faso (INSD), Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), 2019, Rapport résultats définitifs RGPH. 2019.	Situation de la population burkinabè	Contexte et justification
	INSD. Indices Harmonisés des Prix à la Consommation. Février 2023.	Prix des produits	Contexte et justification
	Meta for Good. Cartes de densité de population et d'estimations démographiques. Avril 2021	Données GPS au niveau du Burkina	Echantillonnage
	<u>Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Dataset 1900-01-01-2023-04-14 Burkina Faso. 14 avril 2023.</u>	Données sur les incidents sécuritaires, incl. Destructures d'antennes téléphoniques	Contexte et justification
Collecte des données	INSO. <u>Dashboard: Total Security Incidents – Burkina Faso</u> . Mars 2023.	Données sur les incidents sécuritaires	Appréciation de l'évolution de la situation sécuritaire
	Rapid Response Mechanism Frontline (RRM Frontline). Evaluations Rapides des Besoins. 2023 (A VENIR)	Sites d'installation des PDI	Identification des sites de déplacés
	Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) & Conseil Danois	Sites d'installation des PDI	Identification des sites de déplacés

Etape du cycle de recherche	Données secondaires utilisées ou à utiliser	Informations disponibles	Utilité des données (comment les données sont utilisées)
	pour les Réfugiés (DRC). Project 21 - Monitoring de protection. 2023		
Analyse des données et produits	INSD. <u>Indices Harmonisés des Prix à la Consommation</u> . Juillet 2023 (A VENIR)	Prix des produits	Analyse croisée des données sur Cash, Marchés et SECAL
	OCHA. Aperçu des besoins humanitaires Burkina Faso 2023, Mars 2023 OCHA. Plan de réponse humanitaire 2023. Mars 2023	Indicateurs de suivi de différents secteurs. Besoin en analyse.	Analyse de l'évolution des besoins
	Gouvernement du Burkina Faso - Ministère de la Santé. Enquête SMART Rapide. 2023 (A VENIR)	Données Nutrition	Analyse croisée des données Nutrition
	Gouvernement du Burkina Faso - Ministère de la Santé. Enquête SMART. 2023 (A VENIR)	Données Nutrition	Analyse croisée des données Nutrition
	Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) & Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC). Project 21 - Monitoring de protection. 2023 (A VENIR)	Données Protection	Analyse croisée des données Protection
	FEWS NET. Burkina Faso Perspectives sur la sécurité alimentaire. 2023 (A VENIR)	Données Sécurité Alimentaire	Analyse croisée des données Sécurité Alimentaire

Considérations éthiques et limitations

Considérations éthiques

REACH a pris en compte et étudié les implications éthiques de la collecte des données et de la diffusion des informations.

Toutes les questions des outils ont été évaluées par rapport aux procédures opérationnelles standard d'IMPACT Initiatives sur les informations personnellement identifiables. Lorsque des données personnelles ou permettant l'identification des ménages ont été collectées, elles n'ont pas été partagées avec des partenaires externes et l'accès à ces informations a été limité au sein de REACH.

La formation des enquêteurs comprenait des modules sur l'éthique de l'enquête et les codes de conduite d'IMPACT, avec entre autres des sessions sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA), le code de conduite inter-agence et celui d'Acted et les mécanismes de remontée des plaintes existant. La MSNA 2023 n'implique pas la collecte de données auprès de mineurs, c'est-à-dire toute personne de moins de 18 ans. Des contraintes de l'outil Kobo empêchaient l'enquêteur.rice de poursuivre la collecte si l'âge du répondant était indiqué comme inférieur à 18 ans.

Toutes les composantes de la collecte de données nécessitaient le consentement éclairé des répondants. En chaque début d'entretien, les enquêteurs devaient lire un texte décrivant la nature et le but de l'évaluation, et soulignant le caractère volontaire de la participation, en s'assurant d'obtenir le consentement des personnes interrogées au début de l'entretien. Chaque question pouvant être considérée sensible (protection, limitations fonctionnelles, santé mentale, etc) comprenaient des modalités de réponse « Je ne préfère pas répondre » et « Je ne sais pas » qui permettaient aux répondants de ne pas donner de réponse à la question.

Les méthodes de collecte de données ont été conçues pour ne pas mettre les enquêteur.rice.s dans des situations de risque pour leur sécurité. Avec l'appui du département sécurité d'Acted, un suivi quotidien de la sécurité des déplacements des enquêteur.rice.s et des chargé.e.s de terrain a été mis en place pour les exposer aux moins de risques possibles. Les enquêteur.rice.s et chargé.e.s de terrain ont également été formé.e.s aux mesures sécuritaire de base en cas d'incident. Dans les zones jugées partiellement ou complètement inaccessibles en raison de la situation sécuritaire, les entretiens ont été conduits par téléphone ou en tiers-lieu.

Limites et défis

- **Contraintes d'accès** : Accès physique limité dans les zones considérées comme inaccessibles à cause de la situation sécuritaire. De fait, les entretiens ont dû être réalisés par téléphone, avec parfois une instabilité du réseau téléphonique, ce qui augmente le risque de fatigue et d'erreurs qui peuvent négativement affecter la qualité des données.
- **Biais de sélection des ménages** : Il est possible que la réalisation d'entretiens par téléphone et les difficultés d'accès aient exclu de fait des ménages qui auraient potentiellement pu être sélectionnés pour cette évaluation: aucun membre du ménage n'a accès à un téléphone, zones où il n'y a pas de couverture réseau, difficultés à contacter des répondants potentiels sans être sur place, femmes sont sous-représentées, etc. Cela implique notamment un biais urbain dans certaines zones difficiles d'accès et sans réseau téléphoniques (Sahel, Est).
- **Longueur et complexité du questionnaire** : Le questionnaire est très long (temps moyen de 80 minutes) et certaines questions peuvent être difficiles à comprendre. Il est donc nécessaire de prendre en compte des éléments de fatigue, d'erreurs et autres « bruits » qui peuvent négativement affecter la qualité des données. Certaines questions sont également complexes à poser aux ménages, notamment les questions portant sur la sécurité alimentaire qui sont parfois mal comprises par les enquêteur.rice.s et enquêté.e.s.
- **Représentativité des groupes et sous-groupes de populations** : Les résultats provenant de sous-groupes (« subsets ») sont moins susceptibles d'être représentatifs de l'ensemble du groupe et devrait donc être interprétés avec prudence. Les ménages déplacés ont été échantillonnés avec une méthode par quotas, ce qui implique que les données sont indicatives et non représentatives.
- **Sensibilité des questions** : Certains sujets considérés comme sensibles (revenus, santé mentale, protection, violences...) peuvent avoir été sous-rapportés par les répondants.
- **Langage et traduction** : La traduction du questionnaire du français vers les langues locales peut potentiellement avoir entraîné des erreurs et négativement affecter la qualité des données.

ANALYSE DES MANQUES EN TERMES DE NIVEAU DE VIE (LSG)

Pour plus de détails sur les indicateurs et les seuils utilisés dans cette analyse, veuillez-vous référer à l'annexe 2.

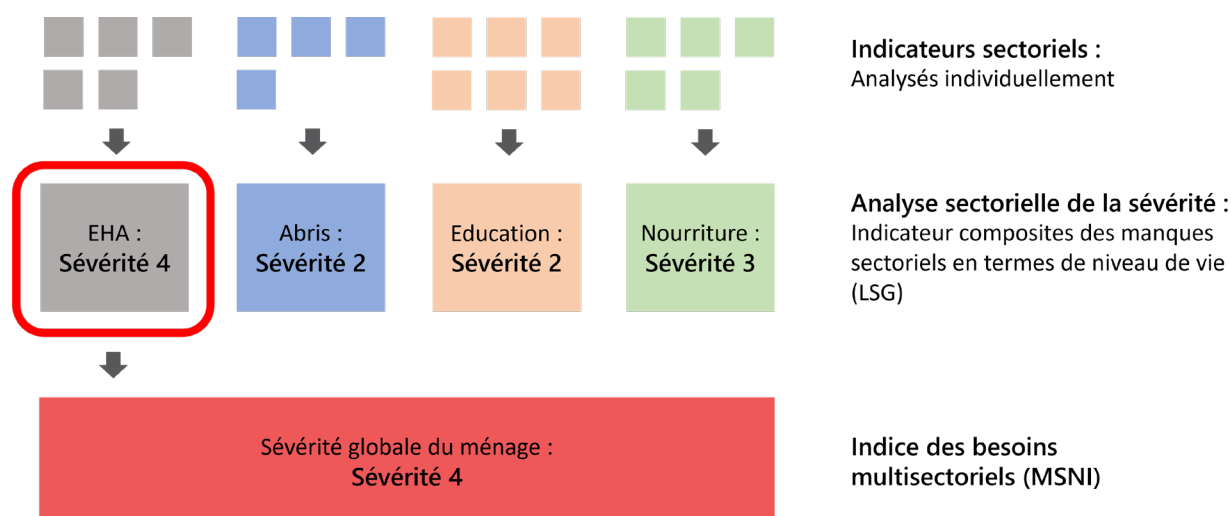
Chaque année, REACH facilite la collecte et l'analyse de données au niveau des crises pour différents secteurs et groupes de population grâce à des Evaluations multisectorielles des besoins (MSNA) pour appuyer la prise de décision des acteurs humanitaires. Les MSNA sont menées au sein d'un cadre de partenariat au niveau sectoriel et intersectoriel. Elles sont planifiées afin d'éclairer les étapes de la prise de décision stratégique tout au long du Cycle de programmation humanitaire (HPC), telles que l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) et le Plan de réponse humanitaire (HRP).

Note : Le cadre d'analyse MSNA est totalement indépendant du Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF). Bien que certains des éléments conceptuels de cette analyse MSNA proviennent du JIAF 1.1 (par exemple, « écart en termes de niveau de vie » ou LSG, indicateurs, catégories de sévérité), la méthodologie utilisée est différente. En outre, le JIAF 2.0 est élaboré par l'intermédiaire d'un groupe inter-agences et mis en œuvre principalement pour produire des PiN globaux (nombre de personnes dans le besoin d'assistance humanitaires) et une sévérité intersectorielle au niveau des zones en utilisant différentes sources de données disponibles au niveau de la crise. En parallèle, la méthode d'analyse MSNA a été développée en interne par REACH et est construite principalement à l'aide de données au niveau des ménages collectées pendant la MSNA. Conformément aux questions de recherche, l'analyse vise à fournir une vue d'ensemble des besoins humanitaires à l'échelle de la crise et des facteurs sous-jacents qui influencent l'accès aux besoins et aux services de base.

La méthodologie repose sur un processus d'agrégation en deux étapes (voir figure 1) :

1. **Agrégation des indicateurs au niveau sectoriel** : Construction des « manques en termes de niveau de vie » sectoriels (*Living standard gaps*, LSG), voir l'annexe 3 pour plus de détails ;
2. **Agrégation des LSG sectoriels en un résultat composite multisectoriel** : Indice des besoins multisectoriels (*Multi-Sectoral Needs Index*, MSNI), voir l'annexe 4 pour plus de détails.

Figure 1 : Approche de l'analyse MSNA



Les principaux éléments analytiques sont les suivants :

- **Manques en termes de niveau de vie** (LSG) : signifie un besoin dans un secteur donné, lorsque le score de sévérité LSG est de 3 ou plus.
- **Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance** (LCSI) : signifie que des stratégies d'adaptation négatives et non durables sont utilisées pour répondre aux besoins. Les ménages qui ne sont pas classés comme ayant un LSG peuvent maintenir leur niveau de vie en utilisant des stratégies d'adaptation négatives.
- **Sévérité** : signifie « l'intensité » des besoins, en utilisant une échelle allant de 1 (minimal) à 4 (besoins extrêmes)/4+ (besoins très extrêmes).
- **Magnitude** : correspond au nombre total ou au pourcentage de ménages dans le besoin.

L'**indice des besoins multisectoriels** (MSNI) est une mesure de la sévérité globale des besoins humanitaires du ménage dans tous les secteurs (exprimée sur une échelle de 1 à 4+), basée sur la sévérité la plus élevée parmi les scores de sévérité des LSG identifiés dans chaque ménage.

L'échelle de sévérité est basée sur le type d'échelles de sévérité qui existent dans la version 1.1 du Cadre d'analyse intersectoriel conjoint (JIAF), un cadre analytique en cours d'élaboration au niveau mondial pour améliorer la compréhension des besoins des populations affectées. Ce cadre mesure la détérioration progressive de la situation d'un ménage vers le pire résultat humanitaire possible. Alors que l'échelle de sévérité du JIAF comprend 5 classes allant de 1 (aucune/minimum) à 5 (catastrophique), pour l'analyse MSNA, seule une échelle de 1 (aucun/minimum) à 4 (extrême) est utilisée. Le score « 4+ » (très extrême) est utilisé lorsque les données indiquent que la situation pourrait être catastrophique. Mais le terme « catastrophique » n'est pas utilisé dans cette analyse. En effet, les données nécessaires pour établir un score « catastrophique » sont principalement collectées au niveau d'une zone géographique (par exemple, les taux de mortalité ou la prévalence de la malnutrition), ce qui est difficile à prendre en compte dans une analyse au niveau du ménage ou de l'individu.

Les différents niveaux de sévérité peuvent être définis comme suit :

- **Très extrême (4+)** : Indications d'un effondrement total du niveau de vie, avec des conséquences potentiellement immédiatement mortelles (risque accru de mortalité et / ou de dommages irréversibles au bien-être physique ou mental).
- **Extrême (4)** : Effondrement du niveau de vie. (Risque de) préjudice grave au bien-être physique ou mental.
- **Sévère (3)** : Dégradation du niveau de vie, avec un accès / disponibilité réduit aux biens et services de base. (Risque de) dégradation du bien-être physique ou mental.
- **Préoccupant (2)** : Niveau de vie sous tension. Impact minime (risque d'impact) sur le bien-être physique ou mental / état préoccupant du bien-être physique ou mental.
- **Minimal (1)** : Niveau de vie acceptable, montrant au maximum quelques signes de détérioration et / ou un accès insuffisant aux services de base. Impact (risque d'impact) nul ou minime sur le bien-être physique ou mental.

Pour construire ces échelles, certains indicateurs sont identifiés. Il existe deux types d'indicateurs : les indicateurs critiques et les indicateurs non critiques.

- **Indicateurs critiques** : Les indicateurs critiques sont ceux qui, à eux seuls, peuvent indiquer toute sévérité supérieure à 1, c'est-à-dire des niveaux de sévérité 2 à 4+ (voir la définition des niveaux de sévérité ci-dessus).
- **Indicateurs non-critiques** : Les indicateurs non critiques sont ceux qui indiquent généralement des niveaux de sévérité inférieurs et qui, seuls, ne seraient pas considérés comme justifiant l'attribution d'un niveau de sévérité supérieur à 1 à un ménage. La combinaison de plusieurs manques selon les indicateurs non critiques peut indiquer un niveau de sévérité de 2 ou 3.

Sur la base de l'échelle de sévérité, les scores LSG (par secteur) sont ensuite été calculés en agrégeant les indicateurs par secteur. Une méthodologie d'agrégation simple a été identifiée, basée sur l'approche d'agrégation de l'Indice de pauvreté multidimensionnelle (*Multidimensional Poverty Index*, MPI). Pour plus de détails sur la méthode d'agrégation, veuillez consulter l'Annexe 3.

L'indice des besoins multisectoriels (MSNI) est une mesure de la sévérité globale des besoins éprouvés par un ménage dans tous les secteurs (exprimés sur une échelle de 1 à 4/4+), basé sur le score de sévérité le plus élevé pour un secteur donné et identifié au sein de chaque ménage. Le MSNI aborde les besoins multisectoriels dans une perspective globale. Un ménage est considéré comme dans le besoin si l'un de ses scores LSG sectoriels est de 3 ou plus. Qu'un ménage ait des besoins très extrêmes dans un seul secteur ou des besoins très extrêmes coexistants dans plusieurs secteurs, son score MSNI final restera le même. Bien que cette approche soit logique du point de vue de la planification de la réponse – si un ménage a un besoin extrême dans un seul secteur, cela peut justifier une intervention humanitaire, indépendamment de la coexistence d'autres besoins sectoriels – d'autres analyses sont nécessaires pour analyser le MSNI et comprendre ces différences d'ampleur et de sévérité entre les ménages. Pour plus de détails sur la construction du MSNI, veuillez vous reporter à l'Annexe 4.

ANNEXES

Annexe 1 : Publications connexes

Toutes la documentation et les publications liées à la MSNA 2023 au Burkina Faso sont disponibles sur le Centre de ressources REACH : www.reachresourcecentre.info/country/burkina-faso

- [Termes de Référence de la Recherche](#)
- [Plan d'Analyse des données](#)
- [Base de données brutes nettoyées et pondérées](#)

Les résultats préliminaires et les tableaux d'analyses sont accessibles [ici](#).

Par ailleurs, certains produits ont été partagés en diffusion restreinte :

- 9 présentations sectorielles partagées aux Clusters ou groupes de travail ;
- 5 présentations multisectorielles régionales pour les consultations HPC.

Toutes les publications multisectorielles de REACH sont disponibles [ici](#).

Annexe 2 : Détails sur les indicateurs utilisés pour les manques en termes de niveau de vie (LSG)

Cette annexe présente sous forme de tableaux les détails des analyses de manque en termes de niveau de vie et les désagréations effectuées. Le bulletin MSNA se base sur cette méthodologie.

LSG Sécurité Alimentaire

La sécurité alimentaire est considérée comme un secteur critique à inclure dans tout calcul de sévérité et de PiN pour les besoins humanitaires. Les données de la MSNA ont notamment été soumises au Cadre Harmonisé (CH) pour les analyses ayant eu lieu début novembre 2023. Les analyses du CH sont ensuite utilisées pour mettre à jour les PiN du Cluster Sécurité Alimentaire. En ce qui concerne les calculs LSG en Sécurité Alimentaire, le calcul est indicatif et ne remplace pas les résultats de l'analyse du CH.

LSG : Indicateur critique	Indicateur	Questions	Modalités de réponse	Aucun LSG identifié		LSG identifié		
				Sévérité 1	Sévérité 2	Sévérité 3	Sévérité 4	Sévérité 4+
% de ménages par phase de consommation à partir de la matrice FEWS NET	Score de consommation alimentaire (FCS)	Combien de jours au cours des 7 derniers jours, la plupart des membres de votre ménage (50% +) ont-ils mangé les aliments suivants, à l'intérieur ou à l'extérieur de la maison ? Céréales, racines, tubercule, y compris des racines sauvages Légumineuses, légumes secs et noix Lait et autres produits laitiers Viande, Poisson, Œufs Légumes et feuilles Fruits, y compris les fruits sauvages Huile, graisse ou beurre Sucre ou aliments sucrés Condiments ou épices	Entre 0 et 7	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5
	Score de l'indice de stratégies d'adaptation réduit (rCSI)	Au cours des 7 derniers jours, y a-t-il eu des jours (et, si oui, combien) où votre ménage a dû [faire une des choses suivantes] pour faire face à un manque de nourriture ou d'argent pour en acheter ? Consommer des aliments moins préférés et moins chers	Entre 0 et 7					

		Emprunter des vivres ou solliciter l'aide d'un ami ou d'un parent Diminuer la quantité consommée pendant les repas Réduire les quantités consommées par les adultes pour nourrir les enfants Diminuer le nombre de repas par jour							
	Score de l'échelle de faim du ménage (HHS)	Au cours des 30 derniers jours, y a-t-il une période au cours de laquelle il n'y avait aucune nourriture à manger de quelque nature que ce soit dans votre maison, en raison du manque de ressources pour se procurer de la nourriture ? Combien de fois cela s'est-il produit au cours des 30 derniers jours ? Au cours des 30 derniers jours, est-ce que vous ou un membre du ménage s'est couché/s'est endormi le soir en ayant faim parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ? Combien de fois cela s'est-il produit au cours des 30 derniers jours ? Au cours des 30 derniers jours, est-ce que vous ou un membre de votre foyer avez passé une journée et une nuit entière sans manger du tout parce qu'il n'y avait pas assez de nourriture ? Combien de fois cela s'est-il produit au cours des 30 derniers jours ?	Oui, Non, Ne sait pas, Préfère ne pas répondre Rarement (1 à 2 fois) Parfois (3 à 10 fois) Souvent (plus que 10 fois)						

Méthodologie de l'échelle de la faim des ménages (HHS)

L'échelle de la faim des ménages (HHS) est un indicateur standard¹² mesurant l'accès à la nourriture au niveau des ménages par trois manifestations graves de la faim. Si la collecte des données a lieu dans le contexte d'un début de crise ou d'une crise récente, il est très probable que les conséquences du choc/risque récent sur la sécurité alimentaire (le cas échéant) n'aient pas eu le temps de se manifester sous la forme de la faim.

¹² FANTA, « Indice domestique de la faim : Définition de l'indicateur et guide de mesure », Août 2011.

Par conséquent, cet indicateur est plus pertinent dans les crises prolongées, comme au Burkina Faso, pour mesurer les résultats des écarts de consommation alimentaire prolongés. Il convient de noter que cet indicateur a été testé pour la comparabilité entre les crises et qu'il est le seul indicateur de résultat en matière de consommation alimentaire reconnu par le cadre analytique de l'IPC AFI qui peut indiquer la gravité d'une phase 5 de l'IPC.

Méthodologie de l'indice des stratégies d'adaptation réduit (rCSI)

L'indice des stratégies d'adaptation réduit (rCSI) est un indicateur permettant de mesurer la quantité de nourriture consommée par les ménages au cours des sept derniers jours, par n'importe quel membre du ménage, dans le cadre d'une stratégie d'adaptation basée sur la consommation. Il ne donne pas d'indications sur la valeur nutritionnelle des aliments consommés. Les stratégies d'adaptation sont pondérées en fonction de leur gravité, validée par des études transnationales, afin d'obtenir un score final qui se répartit en trois catégories : faible, moyen ou élevé.

Les seuils standard sont¹³ :

- Faible : inférieur 4
- Moyen : supérieur ou égal à 4 et inférieur ou égal à 18
- Élevé : supérieur à 18

Cet indicateur est plus sensible à la mesure des écarts de consommation alimentaire lors de crises soudaines ou récentes. Au fil du temps, compte tenu de la gravité faible à moyenne des stratégies mesurées par l'indicateur, un ménage peut atteindre une nouvelle "normalité" dans ses habitudes de consommation alimentaire que le rCSI ne relèvera plus (si une réduction du nombre de repas de 3 à 2 est devenue stable au fil du temps, par exemple, les membres du ménage pourraient ne plus considérer la « réduction du nombre de repas » comme une stratégie appliquée).

Un rCSI faible signifie que les membres du ménage n'appliquent aucune stratégie d'adaptation basée sur la consommation, ou seulement quelques stratégies peu sévères, pour atténuer les écarts de consommation alimentaire.

Un score rCSI élevé signifie que les ménages adoptent des stratégies d'adaptation basées sur la consommation pour atténuer les écarts de consommation alimentaire.

Méthodologie du score de consommation alimentaire (FCS)

Le score de consommation alimentaire (FCS) est un indicateur permettant de mesurer la diversité des aliments consommés au cours des sept derniers jours par la plupart des membres du ménage (à l'exclusion des petites quantités). Généralement reconnu comme un indicateur indirect de la diversité

¹³ Programme Alimentaire Mondial (PAM), *"The Coping Strategies Index: Field Methods Manual," 2nd edition*, janvier 2008, p. 17.

alimentaire, il est surtout utilisé pour comprendre la valeur nutritionnelle des aliments consommés. Les aliments consommés dans les 9 groupes alimentaires sont enregistrés et pondérés (en fonction de leur apport nutritionnel), afin de produire un score final par ménage. Les scores finaux se répartissent en trois catégories : Acceptable, Limite ou Pauvre. Le calcul du FCS suit la méthode de calcul standard avec les seuils suivants correspondant aux pays avec une faible consommation de sucre et d'huile¹⁴:

- Pauvre : inférieur ou égal à 21
- Limite : supérieur à 21 et inférieur ou égal à 35
- Acceptable : supérieur à 35

Un FCS acceptable suppose qu'un ménage consomme quotidiennement des aliments de base et des légumes et fréquemment (4 jours/semaine) de l'huile et des légumineuses, un régime encore susceptible d'avoir une faible teneur en micronutriments biodisponibles.

Un FCS pauvre suppose que les ménages ne consomment pas au moins des aliments de base et des légumes tous les jours et sont donc considérés comme ayant une consommation alimentaire pauvre.

Méthodologie de la classification par la matrice de FEWS NET¹⁵

La méthodologie de classification par la matrice de FEWS NET permet de procéder à une analyse au niveau ménage. Elle permet de distinguer l'analyse en deux étapes : (1) la consommation alimentaire (basées sur les indicateurs usuels de sécurité alimentaire que sont le Score de consommation alimentaire, l'Echelle de la faim et l'Indice réduit des stratégies de subsistance) et (2) les stratégies de subsistance (basées sur le LCSi, l'Indice des stratégies d'adaptation des moyens de subsistance). L'échelle de l'indicateur critique correspond à la première étape de l'analyse, à savoir l'analyse de la consommation alimentaire au niveau ménage (voir tableau 2).

Tableau 2 : Matrice FEWS NET de consommation alimentaire avec FCS, rCSI et HHS

¹⁴ PAM, « FCS – Food Consumption Score », mis à jour le 04 octobre 2019. [Consulté le 21/12/2023]

¹⁵ Fews Net, « Matrix Analysis. Integrated analysis of survey-based indicators for classification of acute food insecurity », Mai 2021.

	rCSI <4			rCSI 4-18			rCSI >18		
	FCS >35	FCS 21.5-35	FCS <21.5	FCS >35	FCS 21.5-35	FCS <21.5	FCS >35	FCS 21.5-35	FCS <21.5
HHS = 0	1	6	11	16	21	26	31	36	41
HHS = 1	2	7	12	17	22	27	32	37	42
HHS = 2-3	3	8	13	18	23	28	33	38	43
HHS = 4	4	9	14	19	24	29	34	39	44
HHS = 5-6	5	10	15	20	25	30	35	40	45

Source: FEWS NET

Les phases de la matrice FEWS NET correspondent aux phases de l'IPC :

- IPC Phase 1 – vert : Pas d'insécurité alimentaire aigüe
- IPC Phase 2 – jaune : Phase de stress
- IPC Phase 3 – orange : Phase de crise
- IPC Phase 4 – rouge : Phase d'urgence
- IPC Phase 5 – bordeaux : Phase de catastrophe

LSG Moyen d'Existence, Cash et Marchés

Les moyens de subsistance d'une personne sont la manière dont elle génère et maintient ses moyens de subsistance et s'assure que ses besoins fondamentaux et ceux de son ménage sont satisfaits. Un moyen de subsistance peut consister en une ou plusieurs stratégies de subsistance qui se combinent pour fournir à une personne ou à un ménage les revenus monétaires et les biens non monétaires nécessaires à la satisfaction de ses besoins fondamentaux. Les stratégies de subsistance doivent être durables, c'est-à-dire qu'elles permettent à un ménage de maintenir de manière cohérente et fiable son propre bien-être et celui des générations futures. Dans les contextes humanitaires, cependant, de nombreux ménages sont contraints d'adopter des stratégies de subsistance non durables qui peuvent leur donner l'argent ou les biens dont ils ont besoin pour répondre à leurs besoins immédiats, mais qui, en fin de compte, les rendent plus vulnérables et moins résistants aux chocs futurs. Les moyens de subsistance sont, dans de nombreux cas, le facteur déterminant de la capacité d'un ménage à répondre à ses besoins sectoriels de base : capacité à produire suffisamment de nourriture, à maintenir un régime alimentaire nutritif, à acheter des articles d'hygiène et des médicaments, etc. Une crise humanitaire qui sape ou détruit la capacité des ménages à poursuivre des moyens de subsistance durables a donc le potentiel d'aggraver les résultats humanitaires dans tous les secteurs.

Traditionnellement, les moyens de subsistance sont considérés comme faisant partie intégrante à la fois de la sécurité alimentaire et de l'aide financière et commerciale ; les acteurs de la sécurité alimentaire ont tendance à se concentrer sur le renforcement des systèmes de subsistance pour permettre aux ménages de satisfaire durablement leurs besoins alimentaires, tandis que les acteurs de l'aide financière et commerciale ont tendance à se concentrer sur le renforcement des systèmes de marché et à compléter les moyens de subsistance en fournissant aux ménages les moyens de satisfaire leurs besoins de base par l'intermédiaire des marchés locaux. Ces approches se recoupent largement. En gardant cela à l'esprit, ce document d'orientation MSNA fusionne les discussions sur les indicateurs relatifs aux cash, aux marchés et aux moyens de subsistance et les relie à une discussion sur les indicateurs de sécurité alimentaire, en reconnaissant que ces trois domaines sont étroitement liés.

LSG : Indicateur critique	Indicateur	Questions	Modalités de réponse	Aucun LSG identifié		LSG identifié		
				Sévérité 1	Sévérité 2	Sévérité 3	Sévérité 4	Sévérité 4+
% de ménages selon la classification de l'indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI)	Indice des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance (LCSI)	Au cours des 30 derniers jours, quelqu'un dans votre ménage a dû faire l'une des choses suivantes par manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture	Oui	Pas de stratégies LCSI rapportée	Au moins une stratégie "stress" rapportée mais pas de stratégie "crise" ou "urgence"	Au moins une stratégie "crise" rapportée mais pas de stratégie "urgence"	Au moins 1 stratégie "urgence" rapportée	
		Vendre des actifs non productifs du ménage (radio, meubles, réfrigérateur, télévision, bijoux, etc.) - Stress Vendre des actifs productifs ou moyens de transport (matériel agricole, machine à coudre, brouette, vélo, voiture, moto, etc.) - Crise Réduire les dépenses non alimentaires essentielles telles que l'éducation, la santé – Crise	Non, je n'ai pas eu besoin d'utiliser cette stratégie d'adaptation Non, j'ai déjà épuisé cette stratégie d'adaptation au cours des 12 derniers mois et je ne peux pas l'utiliser à nouveau Non pertinent / Cette stratégie d'adaptation n'est					

		Dépenser l'épargne - Stress Emprunter de l'argent/nourriture à un prêteur officielle/banque - Stress Vendre la maison, la parcelle de terrain ou le champ - Urgence Pour pouvoir survivre, et générer des revenus, un (ou plusieurs) membre(s) du ménage a (ont) dû s'engager dans des activités risquées - Urgence Mendier - Urgence Vendre plus d'animaux (non-productifs) que d'habitude - Stress Consommation des semences – Crise	pas disponible pour les membres du ménage					
% de ménages par source(s) de revenu au cours des 30 derniers jours	Revenu du ménage au cours des 30 jours précédant la collecte de données, totale et par montant provenant de chaque source.	Pouvez-vous estimer le revenu de votre ménage (en FCFA) au cours des 30 derniers jours provenant de chacune des sources suivantes ? Travail salarié - Stable Travail occasionnel ou journalier – Saisonnier/Instable Revenus de votre propre entreprise ou commerce régulier – Stable Revenus de votre production personnelle (agriculture, élevage, pêche, transformation alimentaire, fabrication à domicile, etc.) – Saisonnier/Instable Prestations sociales ou aides gouvernementales - Instable Revenus issus de la location - Stable Prêts bancaires / par des institutions financières (micro-crédits) - Instable Transferts d'argent (famille, amis) - Instable Prêts et/ou soutien de la part de la famille et des amis (sans inclure les transferts d'argent) - Urgence Prêts, soutien ou dons de bienfaisance de membres de la communauté (sans inclure l'aide humanitaire) - Urgence Aide humanitaire (ONG, Agence des Nations Unies) - Urgence Autre – NA	Nombre entier >= 0	Une ou plus d'une source de revenus stable	Plusieurs sources de revenus saisonnières ou instables et pas de source de revenu stable	Seulement une source de revenus saisonnière ou instable, pas de source de revenu stable	Pas de revenu ou seulement des revenus de type urgence	

% de ménages ayant rapporté que des membres avaient perdu leur emploi de façon permanente ou temporaire au cours des 6 derniers mois	% de ménages ayant rapporté que des membres avaient perdu leur emploi de façon permanente ou temporaire au cours des 6 mois précédant la collecte des données, par sexe	Combien d'hommes et de femmes de votre ménage ont perdu un emploi ou une source importante de revenus de façon permanente ou temporaire au cours des 6 derniers mois ?	Nombre entier >=0	Pas de perte d'emploi		Au moins une perte d'emploi rapportée		
--	---	--	-------------------	-----------------------	--	---------------------------------------	--	--

Méthodologie de l'indice des stratégies d'adaptation des moyens de subsistance (LCSI)

Outre la mesure des indicateurs de résultats de la consommation alimentaire, l'adaptation des moyens de subsistance est un facteur contributif intégral d'une analyse de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence. L'indice des stratégies d'adaptation des moyens de subsistance (LCSI) est un indicateur développé par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour comprendre la capacité d'adaptation à moyen et long terme des ménages face au manque de nourriture ou d'argent pour acheter de la nourriture et leur capacité à surmonter les difficultés à venir. La sélection des stratégies s'est effectuée en consultation avec le Cluster Sécurité Alimentaire au Burkina Faso pour être adaptée au contexte. L'indicateur respecte la structure standard de 4 stratégies de stress, 3 stratégies de crise et 3 stratégies d'urgence pour le calcul final.

La méthodologie du LCSI est conforme aux standards de la manière suivante :

1. Le ou la répondante est interrogée sur une série de stratégies d'adaptation, et si elle en eu l'usage d'une de ces stratégies au cours des 30 jours précédant l'évaluation. Pour chaque stratégie d'adaptation, la personne interrogée peut choisir parmi les options suivantes : (A) Oui ; (B) Non, j'ai déjà épuisé cette stratégie d'adaptation au cours des 12 derniers mois et je ne peux pas l'utiliser à nouveau ; (C) Non, je n'ai pas eu besoin d'utiliser cette stratégie d'adaptation ; et (D) Non pertinent / Cette stratégie d'adaptation n'est pas disponible pour les membres du ménage.
2. Si le ou la répondante choisit "Oui" ou " Non, j'ai déjà épuisé cette stratégie d'adaptation au cours des 12 derniers mois et je ne peux pas l'utiliser à nouveau" pour au moins une stratégie d'adaptation dans une catégorie de gravité, on considère qu'elle a utilisé des stratégies d'adaptation de cette catégorie de gravité.
3. Le ou la répondante est classée selon la catégorie la plus sévère dans laquelle il a utilisé une des stratégies d'adaptation.

LSG Eau, Hygiène, Assainissement

Les besoins humanitaires en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène sont assez complexes, car ils concernent toute une série d'aspects, notamment l'accès aux infrastructures et aux services de base, la sécurité, la dignité, les risques de mauvais résultats sanitaires et d'épidémies, etc. L'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène en quantité suffisante est une condition préalable à la santé et au bien-être d'une population. De nombreuses épidémies dans les contextes humanitaires (choléra, diarrhée, etc.) sont liées à des environnements WASH médiocres, ce qui peut contribuer à accroître la vulnérabilité aux problèmes de nutrition et de sécurité alimentaire. En outre, si les populations ont un accès suffisant à des systèmes/services d'eau et d'assainissement de qualité, conformément aux normes établies, le risque de violence physique et sexiste sera réduit, et elles auront plus de temps pour s'engager dans des activités rémunératrices et dans l'éducation, etc.

Les classifications des sources d'eau améliorées et des latrines améliorées ont été élaborées à partir des informations fournies par le Cluster EHA du Burkina Faso. Les quantités suffisantes d'eau consommées par le ménage sont estimés à partir d'un indicateur indirect mesurant la perception de manque d'eau des ménages car il est généralement difficile d'obtenir des données de bonne qualité sur le nombre de litre consommé par personne par jour.

LSG : Indicateur critique	Indicateur	Questions	Modalités de réponse	Aucun LSG identifié		LSG identifié		
				Sévérité 1	Sévérité 2	Sévérité 3	Sévérité 4	Sévérité 4+
% de ménages n'ayant pas accès à une source d'eau de boisson améliorée - selon le temps (trajet + collecte)	% de ménages par type de source principale d'eau potable	Quelle est la principale source d'eau utilisée par votre ménage pour boire ?	Forage avec une PMH (pompe à motricité humaine) – Amélioré Eau du robinet à l'intérieur de la maison – Amélioré Eau du robinet dans la concession – Amélioré Eau du robinet dans la concession du voisin – Amélioré Robinet public ou borne-fontaine – Amélioré Poste d'eau autonome – Amélioré Puits aménagé / protégé – Amélioré Puits traditionnel / non protégé – Non-amélioré Source protégée – Amélioré Source non protégée – Non-amélioré Eau amenée par camion – Amélioré Chariot avec petit réservoir / baril – Amélioré Kiosque à eau – Amélioré Eau en bouteille – Amélioré Sachet d'eau / eau en sachet – Amélioré Eau de pluie – Non-amélioré	Source d'eau améliorée et source d'eau est dans la concession/le logement ou celle du voisin	Source d'eau améliorée et temps pour aller chercher l'eau, collecter et revenir <= 30 minutes	Source d'eau améliorée et temps pour aller chercher l'eau, collecter et revenir supérieur 30 min	Source d'eau non améliorée	Eau de surface

			Cours d'eau (fleuve, rivière, ruisseau, eau de surface, etc) – Eau de surface Autre – NA Ne sait pas – NA Préfère ne pas répondre – NA					
	% de ménages selon le temps (minutes) nécessaire pour aller chercher de l'eau (trajet aller-retour à pied, file d'attente et temps nécessaire pour obtenir de l'eau)	Combien de temps faut-il à votre ménage pour aller collecter l'eau nécessaire à votre source d'eau principale (trajet aller-retour à la source) ? Combien de temps faut-il à votre ménage pour attendre et collecter l'eau à votre source d'eau principale (attente et collecte) ?	30 minutes ou moins Plus de 30 minutes, mais moins d'une heure Plus d'une heure					
% de ménages ayant accès à des latrines améliorée	% de ménages utilisant une installation sanitaire, par type d'installation sanitaire utilisée	Quel type de toilettes les membres de votre ménage utilisent-t-ils habituellement ?	Latrines traditionnelles sans dalle en béton – Non-amélioré Latrines traditionnelles avec dalle en béton/latrine SanPlat - Amélioré Latrines SanPlat améliorées (dalle en béton et fosse maçonnée) - Amélioré Latrines VIP une fosse avec dalle - Amélioré Latrines VIP double fosse avec dalle - Amélioré Latrines EcoSan (séparation urines/fèces) avec dalle - Amélioré Toilettes à chasse d'eau manuelle ou mécanique avec fosse septique - Amélioré Toilettes à chasses d'eau manuelle ou mécanique dans une latrine à fosse - Amélioré Toilettes amovibles avec conteneur - Amélioré Défécation à l'air libre Autre - NA Ne sait pas – NA Préfère ne pas répondre - NA	Latrines privées améliorées	Latrines partagées améliorées avec 20 personnes ou moins	Latrines partagées améliorées par 20 à 50 personnes	Latrines améliorées partagées par 50 personnes ou plus OU Non améliorées	Défécation à l'air libre
	% de ménages partageant leur	Partagez-vous cette installation sanitaire avec d'autres personnes qui ne	Oui Non Ne sait pas					

	installation sanitaire	font pas partie de votre ménage ?	Préfère ne pas répondre					
	Personnes par installation sanitaire	Combien de personnes, y compris les membres de votre ménage et d'autres ménages, utilisent cette installation sanitaire (latrines/toilettes) ?	Nombre de personnes					
% de ménages rapportant avoir manqué d'eau	% de ménages déclarant avoir disposé d'une quantité suffisante d'eau pour boire	Au cours des 4 dernières semaines, à quelle fréquence avez-vous manqué d'eau de boisson pour vous ou pour une personne de votre ménage ?	Jamais (0 fois) Rarement (1 fois) Parfois (3 à 10 fois) Souvent (11 à 20 fois) Presque toujours (plus de 20 fois) Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Jamais	Rarement	Parfois	Souvent	Presque toujours
% de ménages rapportant avoir accès à un dispositif de lavage des mains fonctionnel	% de ménages ayant accès à des dispositifs de lavage des mains (observé et rapporté)	Où est-ce que vous et les autres membres de votre ménage vous lavez le plus souvent les mains ?	Dispositif fixe ou mobile de lavage des mains dans le logement/la cour/la parcelle Pas de dispositif de lavage des mains dans l'habitation/la cour/la parcelle Autre - précisez	Dispositif de lavage des mains disponible avec de l'eau et du savon/détergent	Pas de dispositif de lavage des mains OU dispositif de lavage des mains disponible avec seulement de l'eau ou seulement du savon/détergent OU le ménage ne se lave pas les mains			
	% de ménages ayant de l'eau pour se laver les mains (observé et rapporté)	Avez-vous de l'eau pour vous laver les mains ?	L'eau est disponible L'eau est indisponible					
	% de ménages ayant du savon pour se laver les mains (observé et rapporté)	Avez-vous du savon, de détergent ou de cendre/boue/sable/herbes pour vous laver les mains ? Quel type de savon avez-vous ?	Savon, détergent ou cendre/boue/sable/herbes disponible Il n'y a pas de savon, de détergent ou de cendre/boue/sable/herbes Savon en barre ou liquide Détergent (poudre / liquide / pâte) Cendre / Boue / Sable / Herbes Autre - précisez					

LSG Abris

LSG : Indicateur critique				Aucun LSG identifié		LSG identifié		
	Indicateur	Questions	Modalités de réponse	Sévérité 1	Sévérité 2	Sévérité 3	Sévérité 4	Sévérité 4+
% de ménages vivant dans des logements sûrs et dignes	% de ménages selon le type d'abri rapporté dans lequel ils vivent actuellement	Dans quel type d'abri votre ménage vit-il ?	Maison solide / finie- Adéquat Appartement solide / fini - Adéquat Bâtiment dégradé / endommagé - Inadéquat Bâtiment inachevé / non fermé - Inadéquat Abri collectif / bâtiment communautaire - Inadéquat Tente - Inadéquat Abri d'urgence - Inadéquat Abri transitionnel (ossature en poteaux métalliques couverts de bâches) - Inadéquat Abri de fortune / improvisé (paille) - Inadéquat Constructions non destinées au logement (hangars, dépôts, constructions auxiliaires des fermes, etc.) - Inadéquat A l'air libre Autre - NA Ne sait pas - NA Préfère ne pas répondre - NA	Abri adéquat sans dommage, pas surpeuplé et avec un droit d'occupation sécurisé	Abri adéquat avec des dommages OU surpeuplement OU sans droit d'occupation sécurisé OU abri inadéquat sans dommage, non surpeuplé et avec un droit d'occupation sécurisé	Abri inadéquat avec des dommages OU surpeuplé OU sans droit d'occupation sécurisé		A l'air libre OU Abri détruit
	% de ménages par état de l'abri principal	Dans quel état est votre abri ?	Bon état - porte, fenêtre, toit et ossature en bon état Endommagé - pas de portes ou fenêtre mais présence de toit, ou usure graduelle pouvant être réparée Dégâts lourd - plus de portes, fenêtre et toit, ou usure graduelle ne pouvant pas être réparée Complètement détruit					
	Taille de l'abri principal en mètres carrés par personne dans l'abri	Nombre de mètres carrés par personne dans l'abri principal	<3,5m ² disponible par personne vivant dans l'abri - Surpeuplé					
	% de ménages par statut d'occupation	Quel est le mode d'occupation (locataire, propriétaire, etc.) de votre abri actuel ?	Propriétaire - Sécurisé Location - Sécurisé Hébergé gratuitement – Non-sécurisé Pas d'accord pour l'occupation / occupation illégale – Non-sécurisé					

			Autre - NA Ne sait pas - NA Préfère ne pas répondre - NA					
	% de ménages possédant des documents écrits officiels pour l'abri /le logement d'occupation	Avez-vous des documents écrits officiels pour votre abri/logement d'occupation (par exemple, contrat de location écrit, documents de propriété) ?	Oui Non Ne sait pas Préfère ne pas répondre					
		Quel type de documents écrits avez-vous pour votre occupation de la terre ?	Contrat de bail - Sécurisé Attestation d'attribution provisoire de parcelle - Sécurisé Permis Urbain d'habiter – Sécurisé Attestation de Possession Foncière Rurale - Sécurisé Permis d'exploiter - Sécurisé Contrat de prêt de terre rurale - Sécurisé Titre foncier - Sécurisé Acte de vente - Sécurisé Autre engagement écrit entre le propriétaire et l'occupant devant une autorité - Sécurisé Décharge (pas devant une autorité) – Non-sécurisé Autre - NA Ne sait pas - NA Préfère ne pas répondre - NA					
% de ménages vivant dans un espace domestique fonctionnel	% de ménages vivant dans un espace domestique fonctionnel	Votre ménage vit-il dans un espace domestique fonctionnel... Pour cuisiner ? Pour dormir ? Pour le stockage de la nourriture et de l'eau ? Pour l'électricité ?	Peut être fait / est fonctionnel, sans aucun problème Peut être fait / est fonctionnel, mais avec des problèmes Non, ne peut pas être fait / n'est pas fonctionnel Aucune de ces réponses Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Aucune des 4 sous-catégories d'espace domestiques (cuisiner, dormir, stocker, électricité) n'est pas fonctionnelles (0 "Non, ne peut pas être fait / n'est pas fonctionnel")	Au moins 1 des 4 sous-catégories d'espace domestique ne sont pas fonctionnelles (1, 2 ou 3 "Non, ne peut pas être fait/n'est pas fonctionnel")	Toutes les 4 sous-catégories d'espace domestique ne sont pas fonctionnelles (4 "Non, ne peut pas être fait / n'est pas fonctionnel")		

LSG : Indicateur non-critique	Indicateur	Questions	Modalités de réponse	Aucun manque (0)	Manque (1)
% de ménages dont l'abri comporte des problèmes liés à l'isolation	% de ménages signalant des dommages/problèmes liés à l'abri	Quels sont les dommages et/ou les problèmes apparents de votre abri ?	Aucun dommage ou problème notable Dommages mineurs à la toiture (fissures, ouvertures) - Problème Dommages importants au toit avec risque d'effondrement - Problème Dommages aux fenêtres et/ou aux portes (manquantes, cassées, incapables de se fermer correctement) - Problème Dommages aux sols - Problème Dommages aux murs - Problème Manque d'intimité à l'intérieur de l'abri (absence de cloisons, de portes) Manque d'espace à l'intérieur de l'abri (au moins 3,5 m2 par membre du ménage) Manque d'isolation contre le froid/la chaleur - Problème Ventilation limitée (pas de circulation d'air si l'entrée principale n'est pas ouverte) Fuites en cas de pluie - Problème Impossibilité de fermer l'abri à clé Manque d'éclairage à l'intérieur ou à l'extérieur de l'abri Effondrement total ou abri trop endommagé et dangereux pour la vie (mais le ménage y vit toujours) – Problème Dégâts causés par les inondations (eau) - Problème Autre - NA Ne sait pas - NA Préfère ne pas répondre - NA	Aucun problème lié à l'isolation	Au moins 1 problème lié à l'isolation
% de ménages ayant été en mesure de réparer les dégâts	% de ménages ayant rapporté avoir été en mesure de réparer tous les dégâts parmi les ménages ayant rapporté un abris endommagé dans les 3 mois précédant la collecte de données	Au cours des trois derniers mois, est-ce que votre abri a été endommagé ?	Oui Non Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Pas de dégât OU tous les dégâts réparés	Tous les dégâts non réparés

LSG Santé

Les besoins de soins de santé non satisfaits déclarés constituent le principal élément entrant dans le calcul du LSG santé. Les besoins non satisfaits en matière de soins de santé ont été évalués au niveau individuel, qui sont ensuite rapportés par ménage pour les calculs des LSG.

				Aucun LSG identifié		LSG identifié
LSG : Indicateur critique	Indicateur	Questions	Modalités de réponse	Sévérité 1	Sévérité 2	Sévérité 3
% de ménages ayant rapporté qu'au moins un individu a eu un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins ou en santé n'ayant pas été comblé (au cours des 3 mois précédant la collecte de données)	% de personnes ayant rapporté un besoin de prise en charge / d'assistance en soins / santé n'ayant pas été comblé	Au cours des 3 derniers mois, est-ce que [PERSONNE_1] a eu un problème de santé et a eu besoin d'accéder à des soins de santé ?	Oui Non Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Aucun besoin	Aucun besoin non comblé	Besoin non comblé pour au moins un individu
		Est-ce que [PERSONNE_1] a pu obtenir des soins de santé lorsqu'il/elle en a eu besoin ?	Oui Non Ne sait pas Préfère ne pas répondre			
% des ménages dont une femme a accouché dans les deux dernières années et dont l'accouchement le plus récent s'est déroulé dans une infrastructure de santé	% de femmes en âge reproductif (15-49 ans) ayant accouché (et l'enfant est encore en vie) dans les deux dernières années et dont l'accouchement le plus récent s'est déroulé dans une infrastructure de santé	Où [FEMME_1] a-t-elle accouché ?	A la maison / à domicile CHU CHR CMA (Clinique avec antenne chirurgicale) CSPS Cabinets médicaux Maternités isolées / cliniques d'accouchement Dispensaires isolés Cabinets de soins infirmiers Infirmeries Postes médicaux avancés Autre - précisez Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Pas de femme en âge reproductif ayant accouché OU Accouchement dans une formation sanitaire		Accouchement hors d'une formation sanitaire (à la maison)

LSG Education

Les principaux éléments entrant dans le calcul de l'analyse LSG de l'éducation sont l'accès déclaré à l'éducation formelle (en considérant l'inscription et la fréquentation régulière), les conditions d'apprentissage, le niveau de protection de l'enfant lorsqu'il accède à l'éducation formelle, ainsi que les obstacles à l'accès à l'éducation formelle. Les indicateurs sont calculés au niveau individuel pour les enfants de moins de 18 ans, puis sont rapportés au niveau du ménage pour l'analyse LSG.

LSG : Indicateur critique				Aucun LSG identifié		LSG identifié	
	Indicateur	Questions	Modalités de réponse	Sévérité 1	Sévérité 2	Sévérité 3	Sévérité 4
% de ménages au moins un de leurs enfants de 5 à 17 ans ne fréquente pas régulièrement l'école formelle - par type de barrière rapportée	% d'enfants en âge scolaire inscrits (enregistrés) dans une école formelle / un établissement scolaire formel pour l'année scolaire 2022-2023	Sur l'année 2022-2023, est-ce que [ENFANT_1] était inscrit.e (enregistré.e) dans une école formelle / un établissement scolaire formel ?	Oui Non Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Pas d'enfants de 5 à 17 ans OU Tous les enfants de 5 à 17 ans sont inscrits dans une école formelle ET fréquentent régulièrement l'école		Au moins un enfant de 5 à 17 ans non-inscrits à l'école formelle OU ne fréquentant pas régulièrement l'école en présentiel OU inscrit à l'école à distance	Au moins un enfant de 5 à 17 ans non-inscrit dans une école formelle OU ne fréquentant pas l'école régulièrement en présentiel ET raisons de l'ordre de la protection de l'enfance
	% d'enfants âgés de 5 à 17 ans ayant reçu régulièrement de l'enseignement à distance sur l'année scolaire 2022-2023	Au cours de l'année scolaire 2022-2023, est ce que [ENFANT_1] fréquentait régulièrement l'école (au moins 4 jours par semaine) ?	Oui Non Ne sait pas Préfère ne pas répondre				
	% d'enfants en âge scolaire non-inscrits ou ne fréquentant pas l'école de façon régulière pendant l'année scolaire 2022-2023	Au cours de l'année scolaire 2022-2023, quelle était la raison principale pour laquelle [ENFANT_1] n'avait pas accès à l'école formelle / un établissement scolaire formel avec un enseignement en présentiel ?	Impossibilité d'assumer les coûts liés à l'éducation (par exemple, les frais de scolarité, les fournitures, le transport) Absence d'école dans la communauté L'enseignement à distance est la seule modalité disponible et les ménages ne disposent pas de l'équipement, de la connectivité ou de l'électricité nécessaire pour y accéder. Risques de protection pendant le trajet vers l'école – Protection de l'enfance Risques de protection à l'école – Protection de l'enfance Enfant aidant à la maison / à la ferme – Protection de l'enfance Handicap L'éducation n'est pas une priorité Impossibilité d'enregistrer ou d'inscrire l'enfant à l'école				

			Les enfants rejoignent ou sont recrutés par des groupes armés – Protection de l'enfance Abandon, refus ou renvoi Aucune raison Déplacement empêchant la scolarisation – Protection de l'enfance Enfant à l'école coranique L'enfant n'est pas considéré comme ayant l'âge d'aller à l'école Travail de l'enfant (petit commerce, aide-ménagère, orpaillage, etc.) – Protection de l'enfance Ils n'ont plus de documents administratifs pour pouvoir les inscrire à l'école Insécurité – Protection de l'enfance Mariage et/ou grossesse – Protection de l'enfance Problèmes liés à la langue Absence de séparation homme/femme Autre - précisez Ne sait pas Préfère ne pas répondre				
% de ménages au moins un de leurs enfants de 5 à 17 ans allant à l'école formelle n'était pas dans des conditions d'apprentissage acceptables et sûres	% d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui ont pu apprendre dans des conditions acceptables au cours de l'année scolaire 2022-2023	Au cours de l'année scolaire 2022-2023, est-ce que [ENFANT_1] a pu apprendre dans des conditions acceptables ?	Oui Non Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Pas d'enfants de 5 à 17 ans fréquentant régulièrement l'école formelle OU Tous les enfants inscrits dans une école formelle ont pu apprendre dans des conditions acceptables ET se rendre à l'école dans des conditions sûres	Au moins un enfant n'a pas pu apprendre dans des conditions acceptables		

LSG Protection

LSG : Indicateur critique	Indicateur	Questions	Modalités de réponse	Aucun LSG identifié		LSG identifié		
				Sévérité 1	Sévérité 2	Sévérité 3	Sévérité 4	Sévérité 4+
% de ménages dont au moins un enfant est dans un mariage précoce	% de garçons/filles en mariage précoce au moment de la collecte des données	Quel est l'état civil de [ENFANT_1] ?	Célibataire Marié(e) Divorcé(e) Veuf(ve) Autre Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Aucun enfant dans le ménage OU Aucun enfant dans un mariage précoce			Au moins un enfant dans un mariage précoce	
% de ménages dont au moins un enfant travaille hors du ménage	% de ménages par type d'occupation principale des enfants de moins de 18 ans	Quelles sont les trois occupations principales de vos enfants (moins de 18 ans) dans une journée normale ?	Chercher de l'eau – hors du ménage Couper du bois / Aller chercher du bois de chauffe – hors du ménage S'occuper du bétail – hors du ménage S'occuper des frères et sœurs S'occuper des personnes âgées / des ainé/es Cuisiner / Nettoyer Jouer avec des amis Etudier Transporter des personnes ou des marchandises – hors du ménage Ramasser les ordures – hors du ménage Travailler occasionnellement (serveur ou porteur) – hors du ménage Travailler avec des machines ou des appareils de lavage – hors du ménage Vendre dans la rue / petit commerce – hors du ménage Travail domestique Orpaillage - Risqué Mendicité - Risqué Effectuer d'autres travaux dans la maison Effectuer d'autres travaux en dehors de la maison – hors du ménage Autre – NA Aucune activité - NA Ne sait pas - NA Préfère ne pas répondre - NA	Aucun enfant de 5 à 17 ans dans le ménage OU Aucun enfant ne travaillant hors du ménage		Au moins un enfant travaillant hors du ménage	Au moins un enfant travaillant hors du ménage dans des activités risquées, dégradantes ou illégales	
% de ménages ayant craint pour la sécurité des	% de ménages ayant craint pour la sécurité des membres du	Au cours des 6 derniers mois, avez-vous craint pour la sécurité	Oui Non Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Pas de crainte pour la sécurité du ménage	Crainte pour risque d'éviction, arrestation,	Crainte pour risque de violences sexuelles,	Crainte pour risque d'explosion/	

membres du ménage	ménage au cours des 6 derniers mois	des membres de votre ménage ?			expropriation, vols/pillages/destruction de biens ou destruction violente des terres cultivables	blessures graves, enlèvement, enrôlement forcé, mariage forcé ou abus/exploitation	EEI ou assassinat	
	% de ménages exprimant les raisons de leurs craintes pour la sécurité des membres du ménage au cours des 6 derniers mois	Pour quelles raisons ?	Risque de viol Risque de violence physique Risque d'enlèvement Risque d'assassinat Risque d'enrôlement forcé Risque de vols, pillage ou destruction de biens (hors terres et propriétés) Risque de destruction violente des terres cultivables ou de la propriété Risque de mariage forcé Risque d'abus ou d'exploitation (formes néfastes de travail à des fins économiques bénéfiques à l'exploitant) Risque d'expropriation Risque d'éviction Risque d'arrestation Risque d'être victime d'engins explosifs Autre - précisez Ne sait pas Préfère ne pas répondre					
% de ménages ayant craint de subir des VBG au cours des 6 derniers mois	% de ménages ayant craint de subir des VBG au cours des 6 derniers mois	Au cours des 6 derniers mois, un membre de votre ménage a-t-il craint de subir des violences basées sur le genre ?	Oui Non Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Aucune crainte de VBG rapportée		Crainte de VBG rapportée		

LSG : Indicateur non-critique	Indicateur	Questions	Modalités de réponse	Aucun manque (0)	Manque (1)
% de ménages dont tous les membres possèdent des documents d'identité	% de ménages possédant des documents d'état civil	Existe-t-il des documents d'état civil (un extrait d'acte de naissance, une carte nationale d'identité ou un passeport) pour tous les membres de votre ménage ?	Oui, nous possédons de documents d'état civil pour tous les membres du ménage Oui, mais nous n'avons pas de documents d'état civil à disposition Non, certains membres du ménage n'ont pas de documents d'état civil Non, aucun membre du ménage n'a de document d'état civil Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Tous les membres ont des papiers d'identité à disposition	Certains membres n'ont pas de papiers d'identité (ou tous les membres en ont une, mais elle n'est pas à disposition)

LSG : Indicateur non-critique	Indicateur	Questions	Modalités de réponse	Aucun manque (0)	Manque (1)
% de ménages ayant subi des restrictions de mouvements	% de ménages ayant fait face à des restrictions de mouvements au cours des 6 derniers mois	Au cours des 6 derniers mois, un ou plusieurs membres de votre ménage a-t-il fait face à des restrictions de mouvement ?	Oui, à l'entrée ou la sortie de notre site d'accueil temporaire Oui, à l'entrée ou la sortie de notre village Oui, entre les sites d'accueil temporaire / zones d'accueil de déplacé/es Oui, entre les villages Oui, entre les communes Oui, entre les provinces Oui, entre les régions Oui, en voulant traverser une frontière avec un autre pays Oui, autre - précisez Non, pas de restriction de mouvement Non, nous n'avons pas tenté de nous déplacer Ne sait pas Préfère ne pas répondre	Non	Oui

Désagréations

Les résultats des LSG par secteur sont désagrégés par groupe de population, par région, et selon des caractéristiques démographiques des ménages. Cela permet de comprendre où et quels groupes de population ont pu être les plus touchés par les LSG mesurés.

Désagréations													
Par région	Boucle du Mouhoun	Cascades	Centre	Centre-Est	Centre-Nord	Centre-Ouest	Centre-Sud	Est	Hauts-Bassins	Nord	Plateau-Central	Sahel	Sud-Ouest
Par groupe de population	PDI	Non-PDI	Population générale										
Ménage dirigé par une personne de plus de 65 ans	Ménage dirigé par une personne de moins de 65 ans	Ménage dirigé par une personne de 65 ans ou plus											
Genre du chef.fe du ménage	Homme	Femme											
Limitations fonctionnelles	Aucun membre du ménage avec des limitations fonctionnelles	Au moins un membre du ménage avec des limitations fonctionnelles											
Lieu de vie des PDI	PDI en SAT	PDI hors SAT											
Durée de déplacement	De 0 à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 2 ans	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans								

Annexe 3 : Manques en termes de niveau de vie (LSG) – Agrégation

L'analyse se déroule en 3 étapes :

A) Combinaison d'indicateurs critiques en un score final pour la composante critique

À l'exception du LSG sur la sécurité alimentaire, le score de sévérité sectorielle final d'un ménage pour la composante critique sera toujours le niveau de sévérité maximal obtenu pour l'un des indicateurs sectoriels critiques inclus pour l'analyse ou d'une combinaison d'indicateurs (voir la Figure 3 ci-dessous à titre d'exemple).

B) Combinaison d'indicateurs non critiques en un score final pour la composante non critique

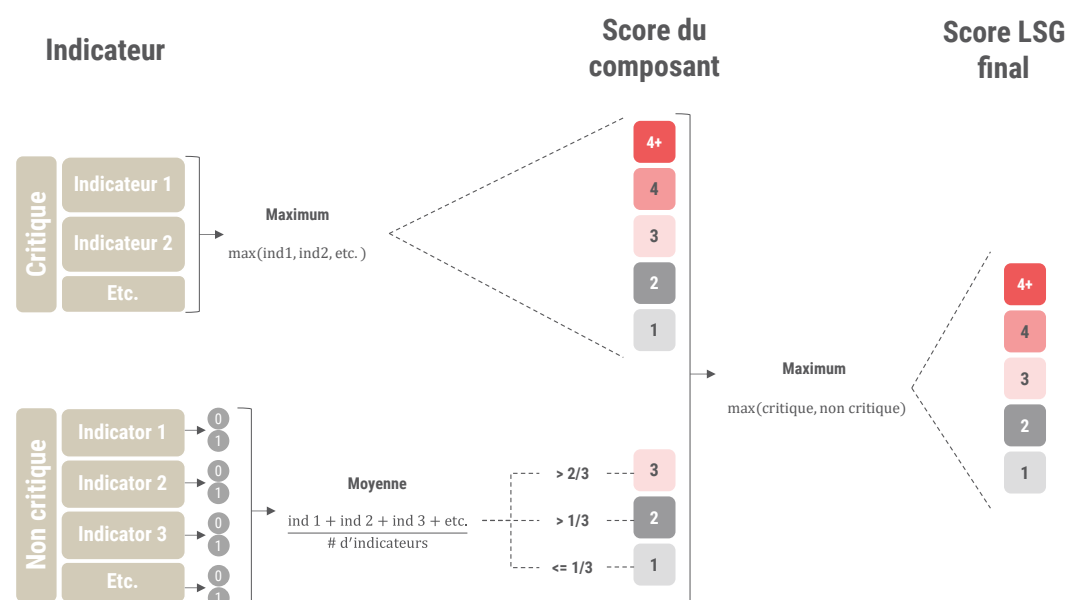
Le score sectoriel final pour les indicateurs non critiques (si des indicateurs non critiques sont inclus) sera obtenu comme suit:

1. Calculez la moyenne de tous les indicateurs non critiques inclus (moyenne des valeurs binaires)
2. Attribuez des niveaux de sévérité comme suit :
 - Niveau de sévérité 1 : Moyenne des indicateurs non-critiques $\leq 1/3$
 - Niveau de sévérité 2 : Moyenne des indicateurs non-critiques $\leq 2/3$ & $> 1/3$
 - Niveau de sévérité 3 : Moyenne des indicateurs non-critiques $> 2/3$

(C) Combinaison des composantes critiques et non critiques dans un score LSG sectoriel final

Le score LSG sectoriel final sera le niveau de sévérité maximal atteint parmi les composantes critiques et non critiques. Si aucune composante non critique n'est incluse, le score final sera simplement le résultat du composant critique. La figure 3 ci-dessous résume le processus d'agrégation.

Figure 3 : Agrégation d'indicateurs critiques et non critiques dans un score LSG sectoriel final



Annexe 4: Indice des besoins multisectoriels (MSNI) – Agrégation

Le « niveau de gravité multisectoriel » final ou l'Indice des besoins multisectoriels (MSNI) est, pour chaque ménage, le niveau de sévérité maximal obtenu par le ménage parmi les LSG sectoriels (voir Figure 4 ci-dessous) :

- $MSNI = \max(\text{LSG Sécurité alimentaire, LSG Moyens de subsistance, LSG EHA, LSG Santé, LSG Education, LSG Protection})$

Figure 4 : Exemple de calcul du MSNI par ménage

	Score de sévérité sectorielle (LSG)						MSNI
	Sécurité alimentaire	Santé	EHA	Protection	Education	Etc.	
HH1	4	4	4	4	3	3	4
HH2	2	2	4	2	1	1	4
HH3	3	3	3	4+	2	1	4+
HH4	2	3	1	1	2	1	3

Limites principales : le score final MSNI sera le même (4) que le ménage ait un LSG très sévère dans un seul secteur en particulier (par exemple en EHA pour le HH 2 ci-dessus) OU plusieurs LSG simultanés dans différents secteurs (par exemple en sécurité alimentaire, santé, EHA et protection pour le HH 1 ci-dessus). Si cette méthode est pertinente du point de vue de la planification de la réponse humanitaire au niveau global (si un ménage a des besoins extrêmes dans un secteur, ceci implique la mise en œuvre d'une intervention humanitaire quelle que soit la concomitance des besoins sectoriels), des analyses supplémentaires se doivent d'être conduites pour comprendre les différences d'ampleur en matière de sévérité entre les différents ménages.

Annexe 5 : Liste des partenaires

Financé par :

- ECHO
- USAID
- FHRAOC

Conception de la recherche/développement d'outils, consultations :

- Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA)
- Groupe de Travail de Gestion de l'Information (IMWG)
- Groupe de Travail Engagement Communautaire et Redevabilité (CEAWG)
- Groupe de Coordination Inter-Cluster (ICCG)
- Cluster Protection
- Domaine de responsabilité Protection de l'enfance
- Domaine de responsabilité Violences Basées sur le Genre
- Domaine de responsabilité Lutte anti-mine
- Domaine de responsabilité Logement, terres et biens
- Cluster EHA
- Cluster Santé
- Cluster Nutrition
- Cluster Sécurité Alimentaire
- Cluster Education
- Cluster Abris et AME
- Cluster G-SAT
- Groupe de Travail sur le Cash (CWG)